

Montréal, le 25 mars 2020

**ORDONNANCE DE LEVÉE PARTIELLE DE L'ORDONNANCE DE HUIS CLOS
DES TRANSCRIPTIONS PAR STÉNOGRAPHIE DES DOSSIERS HC-31 ET HC-32
ENTENDUS LE 27 FÉVRIER 2020 À 11 H 20**

I. LE CONTEXTE

[1] Lors de la rencontre préparatoire ayant eu lieu entre les témoins des dossiers HC-31, HC-32 et un membre du personnel de la *Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse*, les témoins ont manifesté leur désir de partager à la *Commission* leur expérience en lien avec le système de protection de la jeunesse lors d'une audience à huis clos.

[2] La présidente a réitéré oralement lors de l'audience du 27 février 2020 son intention d'accorder le huis clos aux témoins en faisant la demande pour des motifs qu'elle juge sérieux, en considérant notamment l'impact qu'un témoignage public pourrait avoir sur leur vie.

[3] Le personnel de la *Commission* a pu comprendre, lors de la rencontre préparatoire, que ces dossiers relevaient de l'application de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (c. P-34.1) (la «LPJ») et qu'il était préférable que l'audience soit tenue à huis clos.

[4] La présidente a accueilli la demande de huis clos le 27 février 2020 et a rendu les ordonnances suivantes:

Ordonne la tenue à huis clos de l'audience des témoins HC-31 et HC-32;

Interdit à quiconque de divulguer, de publier, de diffuser et de communiquer l'ensemble du témoignage des témoins HC-31 et HC-32;

Ordonne aux membres du public et des médias de quitter la salle d'audience pour la durée du témoignage des témoins HC-31 et HC-32.

[5] Les transcriptions par sténographie du témoignage ont été examinées et caviardées par la *Commission* afin de garantir l'anonymat des témoins dans les dossiers des témoins HC-31 et HC-32.

[6] La *Commission* a caviardé les transcriptions par sténographie en s'inspirant des lignes directrices de la Politique sur le caviardage de la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)¹.

¹ Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ), Politique N° DIJ-01 – politique sur le caviardage, entrée en vigueur le 16 octobre 2011, mise à jour le 14 mars 2017.

II. LA DÉCISION

[7] **CONSIDÉRANT** que le Décret n° 534-2019 adopté par le gouvernement du Québec le 30 mai 2019 et constituant la présente *Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse* mentionne:

Que pour remplir son mandat, la Commission :

[...]

c) tienne des audiences publiques où seront entendus, sur invitation, des témoins, des experts, des groupes et des organismes de tous les réseaux concernés sur les différents thèmes abordés dans le cadre des travaux, de même que des individus sur leur expérience relative à la trajectoire et à la qualité des services qu'ils ont reçus et, lorsque requis, qu'elle effectue des travaux à huis clos et prenne toute mesure appropriée afin de préserver la confidentialité de l'identité de personnes entendues lors de ces audiences et de tout renseignement personnel protégé par la loi;

[8] **CONSIDÉRANT** le mandat de la présente *Commission* tel qu'énoncé dans le Décret n° 534-2019;

[9] **CONSIDÉRANT** les articles 26, 27, 28, 29 et 30 des Règles de fonctionnement, de procédures et de conduite de la *Commission*;

[10] **CONSIDÉRANT** les articles 11.2, 11.2.1, 82 et 96 de la LPJ concernant la confidentialité des renseignements recueillis dans le cadre de cette loi;

[11] **CONSIDÉRANT** que le caviardage effectué permet de protéger l'identité des témoins entendus à huis clos le 27 février 2020.

POUR CES MOTIFS, LA PRÉSIDENTE :

[12] **ORDONNE** la levée partielle de l'ordonnance de huis clos rendue le 27 février 2020, permettant ainsi la publication des transcriptions par sténographie caviardées des témoins entendus le 27 février 2020 dans les dossiers HC-31 et HC-32, tel qu'annexées à la présente ordonnance.


Régine Laurent
Présidente